



---

**CRISE ÉCONOMIQUE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE :  
LES POLITIQUES AGRICOLES ONT-ELLES ENCORE UN AVENIR ?**

*Par Lucien Bourgeois, économiste, membre de l'Académie d'Agriculture.*

NOVEMBRE 2009

**[www.agrobiosciences.org](http://www.agrobiosciences.org)**

EDITÉ PAR LA MISSION AGROBIOSCIENCES, D'APRÈS  
LES CONTROVERSES DE MARCIAC (15<sup>ème</sup>  
UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE L'INNOVATION RURALE)

Mission Agrobiosciences  
Enfa BP 72 638  
31 326 Castanet Tolosan  
tel : 05 62 88 14 50



---

## LES CONTROVERSES DE MARCIAC

En l'espace de quinze ans, les Controverses de Marciac (Université d'Été de l'Innovation Rurale) se sont affirmées sur le plan local, national et européen, comme un lieu unique d'instruction collective des problématiques qui interpellent fortement notre société : le futur de l'agriculture, l'évolution de notre alimentation, la transformation des territoires ruraux... Mêlant les expériences et les publics (agriculteurs, chercheurs, politiques, responsables d'associations et de syndicats, étudiants...), ces rencontres ouvertes à tous sont organisées chaque année par la Mission Agrobiosciences et la Communauté de Communes Bastides et Vallons du Gers dans le cadre du festival international de Jazz In Marciac. Les actes qui en découlent sont largement diffusés et consultés sur le site internet de la Mission Agrobiosciences – [www.agrobiosciences.org](http://www.agrobiosciences.org) - où ils sont téléchargeables gratuitement.



---

### LUCIEN BOURGEOIS

Qui dans les milieux agricoles et agro-alimentaires, ne connaît pas Lucien Bourgeois, cet économiste, fin connaisseur de la politique agricole commune et brillant observateur des marchés agricoles mondiaux ? Conseiller du président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA), Lucien Bourgeois a dirigé pendant de nombreuses années, au sein de cette structure, les études économiques et la prospective.

Egalement membre de l'Académie d'Agriculture et ancien Président de la Société française d'économie rurale, il est un fervent mais lucide défenseur d'un volontarisme politique dans le secteur agricole au niveau national, européen et mondial. Lorsqu'il s'agit d'exprimer ses convictions, cet homme n'hésite pas à prendre la plume. Il est ainsi l'auteur de plusieurs ouvrages - « *Politiques agricoles* » (Flammarion 1993), « *La sécurité alimentaire, une affaire d'Etat* » (Revue Futuribles janvier 2007). Il a co-coordonné, tout récemment en décembre 2009, le numéro de la revue Pour « *Défi alimentaire mondial : les politiques face à la faim et à la pauvreté* ».

---

## L'INTERVENTION

*Les politiques agricoles ont-elles encore un avenir ? Telle était la question posée à Lucien Bourgeois lors des Controverses de Marciac (15ème Université d'Eté de l'Innovation Rurale), « L'Europe et le Monde, de crises en déprises... L'alimentation à couteaux tirés », organisées en août 2009 par la Mission Agrobiosciences. Cet économiste de renom y répond non sans dresser les objectifs auxquels celles-ci doivent désormais répondre. Car pour Lucien Bourgeois, nul doute possible : en l'absence de politiques agricoles à même de réguler le marché des matières premières agricoles et de stabiliser les prix, la faim perdurera, ici comme ailleurs.*

**Lucien Bourgeois.** La question qui m'a été posée aujourd'hui est de savoir si, dans le contexte actuel tel que l'ont décrit Philippe Chalmin et Jean-Luc Mayaud, les politiques agricoles ont encore un avenir. Pour y répondre, je commencerai par vous situer, brièvement, les mécanismes économiques qui ont prélué à cette crise et leurs impacts sur la situation alimentaire mondiale. Puis je détaillerai quels sont, à la lumière de cette crise, les arguments qui justifient un maintien des politiques agricoles, avant de dresser, dans une dernière partie, les objectifs auxquels celles-ci doivent désormais répondre.

### UN MONDE (PRESQUE) PARFAIT

*La mondialisation, coûte que coûte*

Avant la crise, c'était là la posture des discours officiels, on estimait que la mondialisation des échanges permettrait un développement harmonieux de tous les pays et, ce, par une spécialisation de chacun dans ses compétences particulières.

Ainsi, l'ouverture des frontières devait permettre par exemple aux pays développés d'importer des produits agricoles et industriels, qui pouvaient être fabriqués ailleurs à moindre coût. En contrepartie, les pays développés espéraient exporter vers ces pays producteurs, leurs biens et leurs services de haute technologie. Le système présentait des disponibilités quasi infinies : la Chine pouvait fournir les produits industriels ; l'Océanie et l'Amérique du sud, tout particulièrement le Brésil, les denrées agricoles.

Cela étant, tout n'allait pas pour le mieux. Le système conduisait à des déséquilibres croissants des échanges commerciaux mais, ceux-ci affectant principalement les Etats-Unis, chacun pensait que l'on trouverait le moment venu une solution miracle. Ce fut chose faite grâce à l'achat, par les Chinois, de bons du trésor

américain<sup>1</sup>, une manoeuvre destinée à pallier l'accroissement de la dette américaine. Reste que ledit miracle ne dura qu'un temps. En l'espace de quelques années, 2000-2008, la dette américaine vis-à-vis de l'extérieur a doublé passant de 25% du PIB à 50%.

La crise alimentaire s'inscrit pleinement dans ce cadre. Elle a certes été plus tardive mais néanmoins importante. D'un côté, la suppression progressive des instruments de régulation des marchés a accru la volatilité des prix agricoles. De l'autre, la disparition des stocks de sécurité<sup>2</sup> aux Etats-Unis et dans l'Union Européenne (UE) a laissé le champ libre aux spéculateurs. Dans ce contexte, à la moindre étincelle, le système s'embrase. Il a ainsi suffi d'un accroissement minime de la demande induit par la fabrication d'un agrocarburant, l'éthanol, couplé à une baisse relative de la production liée à une forte sécheresse en Australie pour que les prix flambent. Alors que le niveau des stocks en lui-même n'était pas catastrophique loin de là.

<sup>1</sup> A l'époque, les Américains importaient deux fois plus qu'ils n'exportaient. Ce système d'achat de bons du trésor américain par les Chinois devait permettre aux Etats-Unis d'équilibrer leur balance. Les consommateurs chinois épargnaient sous forme de bons du trésor américain et, ce, afin de permettre aux consommateurs des Etats-Unis de continuer à consommer plus qu'ils ne produisaient. Le mécanisme n'a fonctionné qu'un temps.

<sup>2</sup> Egalement appelés stocks de report. Ces stocks, principalement destinés à l'exportation, ne doivent pas, en règle générale, excéder un an de marché mondial. Comme ils ont été, par le passé, supérieurs à cette limite ceux-ci ont été réduits, par l'Europe et les Etats-Unis principalement. Reste que ces stocks permettaient de lutter contre la spéculation. En théorie, si un mouvement de spéculation se faisait jour, il suffisait de « lâcher du stock ». Les spéculateurs n'avaient donc aucun intérêt à parier sur une hausse des prix. Pour plus de détails, lire l'interview de Lucien Bourgeois : « Du Rifii sur les stocks : les vraies raisons de la flambée des prix agricoles mondiaux ». [http://www.agrobiosciences.org/article.php?id\\_article=2480](http://www.agrobiosciences.org/article.php?id_article=2480)

## *Un Monopoly, grandeur nature*

Parallèlement à la mondialisation des échanges, s'est développé un autre système tout aussi pervers : la généralisation d'une gestion par les rentes. La bulle immobilière en a été l'un des aspects les plus spectaculaires. Ce n'est pas le seul. Le secteur agricole n'a pas échappé à cette dérive rentière. Les Droits à paiement unique (DPU)<sup>3</sup>, ces aides dites « découplées » puisqu'elles ne sont pas liées à l'acte de production agricole, en sont une illustration. Même en agriculture, on a introduit un système de gestion économique fondé non pas sur la production d'une valeur ajoutée mais sur un partage des rentes. On pourrait croire que nous n'en connaissions pas les effets pervers. Ce sont pourtant les mêmes mécanismes qui ont conduit à la crise de 1929 et qu'un salarié américain licencié pendant cette crise a tourné en dérision dans un jeu devenu, depuis lors, très célèbre : le Monopoly.

Dans Monopoly, il y a... monopole. Or en 1929 comme aujourd'hui, l'économie mondiale s'est constituée autour d'un certain nombre de monopoles et de rentes, véritables colosses aux pieds d'argile. Pour produire de la richesse, il ne faut pas se contenter de gérer des rentes : il faut créer de la valeur ajoutée. On ne peut développer des marchés que si l'on a des clients solvables, c'est-à-dire des clients qui ont produit des biens ou des services qui possèdent une valeur. On ne peut pas, sur le long terme, remplacer du pouvoir d'achat par de l'endettement. Les Etats-Unis ont perçu rapidement, au bout de deux ans, l'inadaptation de ce système. L'UE, pour sa part, avec ces DPU, persiste et signe.

### *Recherche emploi désespérément*

Enfin, autre point d'importance, le système a conduit à un accroissement des inégalités entre les pays et à l'intérieur des pays. Ces inégalités posent un problème de cohésion sociale et tendent à délégitimer les règles de la gouvernance. Ce n'est pas un hasard si les pays qui ont la dette publique la plus forte sont, en Europe, la Belgique et l'Italie,

<sup>3</sup>Ce système d'aides a été mis en place en 2003 dans le cadre de la réforme de la Politique Agricole Commune. Ces aides sont dites « découplées » en ce sens que leur versement n'est pas subordonné à l'acte de production mais au respect du « *maintien des surfaces dans un état agronomique satisfaisant* ». Voir la brochure publié par le ministère de l'Agriculture sur le sujet : <http://agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/brochurepachav6.pdf>

pays qui souffrent tous deux d'un manque de cohésion nationale entre Flamands et Wallons, pour le premier, entre le Nord et le Sud pour le second.

A cela s'ajoute un problème d'emploi. Ici, dans les pays riches, le chômage ne cesse d'augmenter. Ailleurs, dans les pays en développement, l'exode rural, celui que nous avons connu dans les années 1970, demeure un problème majeur. Si dans nos sociétés, les travailleurs agricoles, à l'époque des trente glorieuses, ont trouvé du travail dans l'industrie, il n'en va pas de même dans les pays en développement. Dans ces contrées, le secteur agricole cache en réalité un sous-emploi structurel en ce sens que les activités manufacturières n'offrent aucun débouché : elles ne créent pas d'emploi<sup>4</sup>. Dès lors, ces populations, qui représentent aujourd'hui 40% des actifs dans le monde, n'ont d'autre alternative que de cultiver la terre pour ne pas mourir de faim. Et ce sont elles qui paient, au moindre accident, le plus lourd tribut à la mortalité par sous-nutrition.

L'Organisation Mondiale du Commerce nous avait promis le triomphe des thèses de David Ricardo<sup>5</sup> grâce à la spécialisation internationale du travail entre les pays. Avec cette crise, on assiste à la triste revanche des thèses de Malthus. Ainsi, en 2009, la faim a occasionné plus de morts que la guerre.

<sup>4</sup>A ce titre, le cas de la Chine est exemplaire. L'Empire du Milieu est parvenu ces dernières années à faire croître son PIB à un rythme de plus de 10% par an. Il produit désormais la moitié de la production mondiale d'acier. Ceci, sans créer un seul emploi dans l'industrie. Sans mobiliser, donc, de main-d'œuvre issue de l'exode rural. Depuis longtemps, le pays tente de freiner cet exode en limitant l'installation des ruraux dans les villes. Ces restrictions n'ont cependant pas empêché le déplacement vers les villes de 50 millions de ruraux - le pays compte encore 300 millions "d'actifs agricoles", personnes dépendant de la production agricole pour leur survie. La Chine pourrait aisément exploiter ses 130 millions d'hectares de terres cultivables avec 100 millions d'actifs, si elle mettait en place des exploitations taillées sur le modèle japonais. Et même beaucoup moins, avec des modèles inspirés des agricultures européennes et américaines (respectivement 10 et 2 millions). Pour en savoir plus, on peut lire le cahier du café-débat de Marciac avec Claude Aubert, « *entre fractures et mutations : quelle place pour la Chine rurale ?* »

[http://www.agrobiosciences.org/article.php?id\\_article=1741](http://www.agrobiosciences.org/article.php?id_article=1741)

<sup>5</sup> David Ricardo, économiste anglais du XIX siècle, qualifié, par certains, de l'apôtre du libre-échange. Pour en savoir plus sur ces thèses, on peut lire notamment l'article que lui consacre Alternatives économiques. [http://www.alternatives-economiques.fr/david-ricardo--1772-1823-\\_fr\\_art\\_222\\_27852.html](http://www.alternatives-economiques.fr/david-ricardo--1772-1823-_fr_art_222_27852.html)

## DE L'INTÉRÊT DES POLITIQUES AGRICOLES

Dans ce contexte, les politiques agricoles peuvent-elles présenter un quelconque intérêt ? Et pour quelles raisons ? Les arguments qui vont dans le sens d'un maintien des politiques agricoles sont légion.

*L'alimentation n'est par un bien comme les autres*

En premier lieu, cela a été évoqué, cette crise a montré les limites d'une gestion des marchés des matières premières orientée par la seule logique de la confrontation de l'offre et de la demande, sur un marché supposé "parfait". Certes, ce système peut fonctionner comme l'illustre le marché du pétrole, pour le plus grand profit de quelques entreprises. Reste qu'il n'a pas conduit, loin de là, dans le champ de l'alimentation, à un optimum collectif. On peut se poser la question suivante : est-ce que la simple loi de l'offre et de la demande peut permettre d'assurer la sécurité alimentaire d'un certain nombre de pays du monde ? C'est là le second enseignement de cette crise : mettre la sécurité alimentaire dans les mains d'une gestion privée – et non collective comme cela se fait le plus souvent - comporte de nombreux risques.

Sans compter qu'elle coûte, *in fine*, très cher. En Europe, chaque pays a eu tendance à chercher des solutions nationales face à cette crise, solutions qui se sont avérées beaucoup plus coûteuses que si elles avaient été pensées de concert avec les autres nations. En outre, il aurait été utile de pouvoir limiter les effets de la spéculation financière par un plus grand contrôle des mouvements de capitaux et un encadrement resserré de la volatilité des changes<sup>6</sup>. Autrement dit, cette crise a montré combien, au niveau européen d'abord, au niveau international ensuite, les nations peinent à coordonner leurs efforts.

Enfin, il y a un autre exemple frappant des effets pervers générés par ce mode de régulation des marchés. Cet exemple, c'est l'échec de la politique de la pêche. Dans ce domaine, nous avons privilégié, pendant trop longtemps, une approche "productive" sans aucune régulation internationale. Résultat : dans de nombreuses zones du globe, certaines ressources halieutiques

sont amenées à disparaître même si on interdit, dès aujourd'hui, leur exploitation.

*Aux noms de la faim*

Ensuite, j'aimerais rappeler une chose concernant la genèse des politiques agricoles. Dans nos sociétés modernes, nous avons tendance à oublier que, outre l'amélioration du revenu des agriculteurs, ces politiques avaient comme objectif de garantir aux consommateurs des prix alimentaires, non seulement stables mais bas. On en mesure aujourd'hui toute l'importance à la lumière de cette crise qui, par un phénomène d'exacerbation, a révélé le problème d'exclusion de nombreux consommateurs, y compris dans les pays riches.

Ainsi, le nombre de personnes secourues par les "Food Stamps" aux Etats-Unis a explosé en quelques mois : en mars 2009, il s'élevait à 33 millions d'individus, soit 11% de la population américaine totale, alors qu'il se portait, quelques années plus tôt, en 2000, à 17 millions. En valeur absolue, le chiffre a donc doublé en seulement neuf ans. Rien que pour cette année, le nombre de bénéficiaires a augmenté de plus de 5 millions<sup>7</sup>. Je cite là l'exemple des pays riches. Mais il faut préciser que ce "délitement" des politiques agricoles n'a pas eu qu'un impact dans les pays développés : il a touché tout autant les pays pauvres. Explications.

Pour respecter les règles de l'OMC, les pays riches ont restreint leurs dépenses budgétaires pour le stockage des produits agricoles. Mais ce faisant, ils ont induit une augmentation des budgets agricoles dans les pays pauvres tels que l'Algérie, le Maroc, la Tunisie ou l'Egypte, contraints d'apporter des aides à la consommation des produits alimentaires pour éviter la survenue d'émeutes de la faim.

Ce contexte doit nous conduire à reconsidérer les politiques agricoles : d'un côté, il serait naïf de croire que l'on pourra supprimer la Politique Agricole Commune (PAC) ou les politiques agricoles nationales ; mais, de l'autre, il serait illusoire de penser que l'opinion publique acceptera de financer ces politiques sur des enjeux environnementaux. Il est impératif donc de revenir à une légitimité plus compréhensible des politiques agricoles, fondée sur deux éléments clés : l'alimentation et la santé.

<sup>7</sup> Selon les données publiées par Jean-Christophe Debar dans « *Agri US* ».

<sup>6</sup> L'Euro s'est en effet apprécié par rapport à la plupart des monnaies du monde, au premier rang desquelles le dollar. Une situation qui rend difficile les exportations.

Le premier est d'autant plus important que, nous l'avons vu, la sécurité alimentaire n'est pas un acquis définitif, ni ici, ni ailleurs. Le second tout aussi indispensable si l'on considère qu'une alimentation saine doit intégrer diversité et qualité sanitaire des aliments. Or, pour ce faire, l'expérience passée indique qu'une incitation à la production coûte moins cher que les aides à la consommation, comme l'ont amèrement constaté les pays confrontés aux émeutes de la faim.

*Malnutrition, production, emploi... Tout est lié*

Il y a un second aspect des politiques agricoles que j'aimerais mentionner. Il concerne la volatilité des prix agricoles. Deux méthodes sont possibles pour contrecarrer les effets de celle-ci. On peut laisser les prix fluctuer sur le marché et mener une politique de soutien des revenus agricoles, comme c'est le cas aux Etats-Unis. On peut aussi essayer de stabiliser les prix agricoles, comme ce fut le cas en Europe, avec la PAC. Or, à mon sens, ces deux types de politique n'ont pas le même impact. Seule la stabilisation des prix agricoles se révèle profitable pour l'ensemble de la filière, du producteur au consommateur. La politique d'aide aux revenus pratiquée aux Etats-Unis ne fournit pas, aux entreprises de transformation, une stabilité suffisante des coûts d'approvisionnement en matières premières. Cet écueil explique probablement une moindre performance des industries agro-alimentaires américaines par rapport à celles de l'UE et l'évolution plus défavorable, aux Etats-Unis, des prix des produits alimentaires à la consommation.

Reste la question de l'emploi et cette double problématique : la montée du chômage dans les pays riches et l'impossibilité, dans les pays pauvres, de faire face à l'exode rural. Dans nos sociétés, les politiques agricoles ont privilégié la restructuration et la modernisation des exploitations, par un certain nombre de mesures fiscales favorisant l'investissement. Certes, la modernisation était nécessaire mais elle est aujourd'hui fort dispendieuse. Dans le contexte actuel et compte-tenu du bon degré d'équipement des exploitations, les politiques agricoles doivent désormais prioriser l'emploi.

Cette question se pose avec d'autant plus d'insistance dans les pays pauvres. Il n'y avait pas de perspectives d'emploi industriel avant la crise : c'est encore plus vrai maintenant. Il faut donc permettre aux actifs agricoles d'entrer dans

le circuit économique. Or ceci ne pourra pas se faire sans une politique de stabilisation des prix, préalable à tout investissement par les agriculteurs.

## **POUR UN NOUVEAU PACTE... ALIMENTAIRE**

En conclusion, cette crise nous oblige à clarifier les objectifs des politiques agricoles. Ces objectifs, les voici. En premier lieu, je le redis haut et fort : ces politiques doivent avoir pour principal objet de garantir la sécurité alimentaire. C'est, là, la condition indispensable pour leur redonner sens et légitimité.

Pour ce faire, le moyen le plus efficace est de privilégier la stabilisation des prix agricoles. Comme l'a montré le statisticien anglais Gregory King il y a trois siècles, les prix alimentaires dépendent certes des quantités produites, mais ils ne varient pas proportionnellement à ces quantités, leur amplitude est bien supérieure. Dans ce contexte, il y a péril aussi bien pour le producteur que pour le consommateur. Que la production soit supérieure à la demande, et ce sont les producteurs qui trinquent. Qu'elle soit inférieure à la demande, et les consommateurs les plus pauvres se trouvent exclus. L'objectif est double.

Quant à sa mise en œuvre, elle n'appelle pas nécessairement, à mon sens, des systèmes étatiques lourds et bureaucratiques. Elle peut se faire dans le cadre d'interprofessions. Le rôle du pouvoir régalién, dans ce cas, est de s'assurer que les règles communes sont équitables pour tous, ceci afin de stimuler la coopération entre les différents acteurs de la filière. Il doit veiller à l'équilibre des pouvoirs entre les parties prenantes et non s'abriter derrière le fallacieux prétexte du droit de la concurrence.

Enfin, j'aimerais rappeler que la biodiversité et le développement durable ne sont pas que des slogans à la mode mais bien de réels enjeux pour l'avenir. Enjeux techniques, car la raréfaction des énergies fossiles et minérales appelle un immense effort d'innovation. Enjeux sociétaux, car le respect de la biodiversité invite à repenser les modèles de développement agricole et alimentaire dominants. Il ne s'agit plus de produire des matières premières identiques dans tous les pays du monde mais, au contraire, d'exploiter une caractéristique des entreprises agricoles trop souvent ignorée : leur diversité. Finalement, s'il

reste autant d'exploitations de dimension familiale, c'est bien parce que l'on a rien trouvé de mieux que ces petites entreprises pour s'adapter aux conditions pédoclimatiques qui varient fortement d'une région à l'autre. Plutôt que de chercher à uniformiser les productions, il faut au contraire soutenir cette diversité d'autant plus qu'elle répond à une demande des consommateurs.

Pour ce qui concerne le développement durable, n'oublions pas que ce dernier passe également par un meilleur équilibre entre le capital humain et l'investissement matériel. Le progrès ne passe pas "que par de nouveaux tracteurs". Il passe aussi par une meilleure valorisation des emplois et la formation professionnelle.

En effet, cette crise montre que l'on ne peut pas développer la consommation si les revenus n'augmentent pas. J'évoquais, en introduction, l'exemple de l'endettement des Etats-Unis. Ce n'est pas le seul. En Chine, le système a lui aussi montré les limites d'un développement économique centré sur l'exportation au détriment de la consommation intérieure. Les pays riches ont joué la martingale pensant vivre à crédit en encourageant les pays pauvres à leur sous-traiter les produits dont ils avaient besoin. Ils ont perdu. Aujourd'hui, il faut se rendre à l'évidence. Le problème principal dans le monde n'est pas de permettre l'ouverture des frontières dans les marchés qui n'existent pas. Il est de permettre à 2 habitants sur 5 de la planète d'entrer progressivement dans un circuit économique plus efficace que leur isolement actuel. Voilà pourquoi nous avons besoin d'une économie agricole plus régulée. Afin d'offrir à cette part de l'humanité une autre alternative que celle qui consiste à cultiver la terre pour (sur)vivre.

---

## POUR ALLER PLUS LOIN

### « *L'alimentation en bout de course* »

L'Intégrale de "Ça ne mange pas de pain !" d'avril 2008. Avec les participations de Lucien Bourgeois, Marcel Mazoyer et Steve Laurence Kaplan.

[http://www.agrobiosciences.org/IMG/pdf/integrale\\_avril\\_maquette.pdf](http://www.agrobiosciences.org/IMG/pdf/integrale_avril_maquette.pdf)

### « *Agriculture et territoires ruraux : quelle politique agricole et européenne voulons-nous ?* »

Les Actes de la 13ème Université de l'Innovation Rurale de Marciac. Août 2007.

[http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id\\_article=2439](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2439)

### « *Faut-il supprimer la PAC* »

Le cahier du café-débat de Marciac avec Lucien Bourgeois et Matthieu Calame. Mars 2006

[http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id\\_article=2077](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2077)

### « *L'UE, la PAC et le mur de Berlin* »

Une chronique de Lucien Bourgeois, décembre 2009.

[http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id\\_article=2756](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2756)

### « *Défi alimentaire mondiale : les politiques face à la faim et à la pauvreté* »

Revue POUR, coordonnée par Lucien Bourgeois, Joseph Racapé et Henri Rouillé d'Orfeuill, n°202-203. Décembre 2009.